Patrick Martin sur France Inter : "Les Américains ont besoin de l'Europe !"

Publié le 22 janvier 2026

Invité de France Inter le 21 janvier, Patrick Martin est revenu sur l'escalade commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis, suite aux dernières déclarations de Donald Trump qui risquent de fragiliser un peu plus notre économie. Pour lui il est temps pour l'Europe de dire "stop !"

Sur l'état de l'économie et les menaces de Donald Trump

"*Pour l'instant on a encore de la croissance, les entreprises sont résilientes, en moyenne, mais on est évidemment très attentifs à tout signal contraire. Bon, à un moment donné il faut que l'Europe dise stop à Donald Trump, et ce moment est venu. C'est un peu l'équilibre de la terreur. C'est très malsain, ne nous sortons pas de la tête que l'Europe est le premier marché mondial, et que les Américains ont besoin de l'Europe. Il faut qu'on arrête de considérer qu'on est dans un rapport du fort au faible. Cela peut être déstabilisant dans un premier temps, mais si on courbe l'échine une nouvelle fois, il y aura de nouvelles épreuves à l'initiative de Donald Trump, donc le moment est venu de dire stop. Et s'il faut soutenir telle ou telle filière temporairement, eh bien faisons-le.*"

Sur le bazooka commercial

"*Il faut bien sélectionner les secteurs d'activité sur lesquels on peut appliquer ce dispositif anti-coercition. Il faut être très précautionneux. Les Américains appuient là où ça fait mal, s'agissant de la France. Tout cela est la démonstration qu'on est rentré dans une forme de dépendance. Quand ce n'est pas à l'égard de la Chine, c'est à l'égard des Etats-Unis. Raison de plus pour que l'Europe se ressaisisse. Cela ne sera pas fait demain matin. Il faut regagner en souveraineté, y compris technologique.*"

Sur le budget 2026

"*Au fil des jours, on découvre qu'on n'en finit pas d'avaler des couleuvres. Ce budget ne prend en compte ni le temps, ni l'espace c'est-à-dire la rudesse, pour ne pas dire la violence, de la compétition économique internationale. Donc, c'est un budget court-termiste. C'est un budget étriqué. Le Premier ministre a dit que la version finale était meilleure que la version initiale. Ce n'est pas vrai. Il y a plusieurs milliards d'euros de prélèvements supplémentaires. (...) On va le payer très cher. On se dit c'est 300 entreprises, ce n'est pas très grave, etc. C'est totalement faux. D'abord, ce sont les entreprises les plus exposées à la concurrence internationale, parce qu'elles sont elles-mêmes très internationalisées. Ce sont des entreprises qui alimentent tout le tissu économique. Elles ont des dizaines de milliers de sous-traitants et de prestataires qui a un moment donné, vont souffrir de cette mesure ciblée sur les grandes entreprises. Sur ce sujet-là, et sur les impôts de production, la fameuse CVAE, l'État renie sa parole. Or l'économie doit être fondée sur la confiance.*"

Sur l'investissement

"*Est-ce que l'investissement a progressé en France l'année dernière ? Non. Alors qu'on devrait investir comme des brutes. Simplement pour tenir notre trajectoire de décarbonation, il faudrait que les investissements des entreprises augmentent de 10 % chaque année. On est tenus, et c'est très exaltant d'une certaine manière, de se digitaliser, d'implémenter l'intelligence artificielle. Quand l'investissement n'augmente pas en France, alors qu'il augmente*

massivement aux États-Unis, en Chine, en Inde, et dans bien d'autres pays, eh bien relativement, on se déclasse."

Sur les relations des entreprises avec le RN

"*C'est assez obsessionnel, ces questions sur les relations entre le patronat et le RN. Ce n'est pas la préoccupation numéro un des chefs d'entreprise, actuellement. C'est plutôt au RN de nous dire ce qu'il veut faire pour les entreprises, donc pour l'économie, donc pour l'emploi, donc pour la jeunesse. Ce n'est pas au Medef de dire ce que doit faire le RN.*"

>> Revoir l'interview sur le site de France Inter